

« Le féminisme pour changer de cap », un débat très suivi au contre-sommet G7

Au contre-sommet G7, à Irun - Hendaye, s'est tenue le 22 août la journée féministe « Le féminisme pour changer de cap », animée par ActionAid Peuples Solidaires, Adéquations et Attac, en partenariat avec plusieurs associations des pays basques Sud et Nord et françaises. L'événement a rencontré un très grand succès, rassemblant plus de 150 personnes, militantes féministes, représentantes d'associations, syndicats, groupes et réseaux, du niveau territorial au niveau international¹.

La matinée a été consacrée au travail des femmes (rémunéré, gratuit, formel, informel), avec des témoignages de syndicalistes, militante gilet jaune et membres d'associations. Ici, les inégalités territoriales et la disparition de services publics qui touchent plus durement les nombreuses femmes dans des situations de précarité ; en Afrique, la prédominance des travailleuses informelles (comme les vendeuses dans la rue) qui jouent un rôle important dans l'économie et sont particulièrement vulnérables aux harcèlements. La dénonciation des conditions de travail et de santé de femmes de ménage dans l'hôtellerie et leur opiniâtreté pour faire valoir leurs droits a impressionné. Sur le plan institutionnel, l'attention a été portée sur la mise en œuvre de la nouvelle convention internationale de l'OIT sur les violences et le harcèlement au travail et sa nécessaire prise en compte par les entreprises françaises à l'étranger. La reconnaissance du travail lié aux soins (*care*) comme étant une richesse, l'éducation non sexiste dès l'enfance, le partage égalitaire des tâches domestiques, un congé de paternité (ou de coparent) de même durée ou encore la nécessité de forger des alliances entre syndicalisme et féminisme ont été présentés comme des outils pour lutter en amont contre les inégalités.

L'après-midi a insisté sur les articulations à promouvoir entre les aspects économiques, sociaux et écologiques et l'apport des analyses et pratiques féministes sur ces questions. Malgré la diversité des approches de l'égalité femmes-hommes et des situations des femmes, il existe des constantes. Les participant·es s'accordent sur le fait que le modèle capitaliste néolibéral ne permet pas l'égalité femmes-hommes ; il épuise à la fois la planète et les personnes précarisées. Un exemple a illustré la convergence entre revendications sociales, féministes et écologistes, concernant le besoin de services publics pour répondre aux tâches jusqu'à présent assumées par les femmes (soins aux enfants et aux personnes dépendantes) : seule une conception collective et publique permet d'optimiser l'organisation de ces services sur un territoire, avec des circuits courts, des transports et des dépenses d'énergie réduites. Il a été noté que l'organisation du G7 coûte 36 millions d'euros, tandis que le budget annuel du secrétariat d'Etat à l'égalité femmes-hommes est de l'ordre de 30 millions. Le témoignage de féministes d'Amérique Latine critiquant la récupération de l'égalité femmes-hommes par le G20 en Argentine a enfin montré que ces mobilisations sont formatrices et permettent aussi de sensibiliser les autres acteurs des mouvements sociaux.

La fin de journée a porté sur des échanges de pratiques et de recommandations sur l'organisation des grèves féministes, à partir des expériences en France, Belgique, Pays Basque Sud et Nord, Espagne et plus largement de mobilisations internationales et marches des femmes et ce, en vue de 2020. Le processus de préparation de grèves féministes est en soi une occasion de partage et d'inclusion de nouvelles personnes, notamment les jeunes ; la grève est un outil de sensibilisation et de revendication qui peut s'adapter à de nombreux contextes, au travail, dans la sphère domestique. Ce peut être un puissant symbole politique.

Tous ces échanges ont témoigné de la vivacité des mobilisations féministes pour faire advenir une société égalitaire, solidaire, permettant de faire face à la crise écologique.

Contacts : Yveline Nicolas, Adéquations : 06 68 88 42 05 ; Huayra Llanque, commission genre ATTAC : 06 23 90 62 88 ; Valentine Pignon, ActionAid Peuples Solidaires : 06 25 48 76 75

¹ Détail des organisations et personnes intervenantes : <http://www.adequations.org/spip.php?article2547>